



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Contrat de Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM - Avenant n° 6 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au Contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du Délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au Contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Le réseau de transport urbain de la Métropole de Montpellier a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les impacts de cette crise sont multiples pour les exploitants : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes et des compensations tarifaires ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée. La crise liée à la Covid-19 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte conduisant à une nouvelle perte globale significative pour le subdéléataire, il est proposé la signature d'un avenant n°6 au contrat de DSP afin de prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée à la Covid-19. En

effet, le subdélégataire a subi une nouvelle baisse de 32% de son chiffre d'affaires par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900K€ ; par ailleurs son déficit d'exploitation est estimé à près de 600K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€.

Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Il est précisé à cet effet que le subdélégataire conserve une part de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

Les impacts de la crise sanitaire relatifs au contrat de DSP liant directement le délégataire TaM et la Métropole de Montpellier en tant qu'autorité organisatrice et actionnaire majoritaire de TaM, seront appréciés, évalués, et proposés, le cas échéant, dans un autre cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant n°6 au contrat de DSP des transports publics urbains et son annexe modifiée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-193425A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 6 DSP transport.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.